

1^{ère} ES. Test de Science économique

Dans les propositions suivantes, sélectionner la réponse la plus appropriée.

Chapitre 1. Les grandes questions que se posent les économistes.

I. Dans un monde aux ressources limitées, comment faire des choix ?

1. Le principe de rareté, c'est

- La caractéristique des biens économiques qui sont produits en quantité limitée face à des besoins humains qui ont un caractère illimité.
- La caractéristique des services non marchands.
- La caractéristique des biens économiques qui sont produits en quantité illimitée face à des besoins humains limités.
- La caractéristique des biens non marchands qui sont produits en quantité limitée face à des besoins humains qui ont un caractère limité.

2. Un besoin, en économie, c'est :

- Un sentiment de manque qui peut être satisfait par l'épargne.
- Un sentiment de manque face à la nécessité de faire face à ses dépenses essentielles.
- Un sentiment de manque qui peut être satisfait par la consommation de biens et services produits et offerts en quantité limitée.
- Un sentiment de satiété.

3. La contrainte budgétaire, c'est :

- L'incapacité pour un individu, de dépenser de façon durable plus qu'il ne gagne, en raison de sa capacité d'endettement limitée.
- L'engagement d'un Etat d'atteindre l'équilibre budgétaire.
- L'incapacité pour un individu d'épargner.
- Le gel des dépenses de l'Etat.

4. La satisfaction qu'un agent retire de l'utilisation d'un bien, c'est :

- Le coût total
- La satisfaction marginale
- L'utilité totale
- Le profit.

5. L'utilité marginale, c'est :

- La satisfaction retirée par des personnes marginalisées dans la société.
- Le bonheur mesuré par la richesse.
- L'augmentation de l'utilité due à la consommation d'une unité supplémentaire.
- La hausse de l'utilité totale.

6. Dans le raisonnement économique, l'économiste utilise des modèles, qui sont :

- Des représentations simplifiées de la réalité économique afin d'en étudier le fonctionnement.
- Une organisation de l'économie parfaite qu'il faut chercher à atteindre par des réformes.
- Un ensemble de caractéristiques de l'organisation d'un Etat.
- Des calculatrices hypersophistiquées.

7. La valeur d'échange d'un bien ou d'un service exprimée en quantité d'un autre bien ou service, c'est :

- Le prix monétaire
- Le prix d'entrée.
- Le prix « plancher ».
- Le prix relatif.

8. Un coût d'opportunité en économie, c'est :

- C'est le prix d'une bonne opportunité à saisir (comme au moment des soldes).
- Le gain auquel on renonce, en affectant ses ressources à une activité donnée, plutôt qu'à une autre activité, plus rémunératrice.
- Le coût du travail.
- Le calcul du coût marginal.

II. Pourquoi acheter à d'autres ce que l'on pourrait faire soi-même ?

9. L'échange marchand, c'est :

- Un transfert forcé.
- Un don fait à un individu.
- Une forme de circulation de biens et services entre des individus ou entre des groupes sociaux.
- Des biens et services échangés, soit sous la forme du troc ou de l'échange contre de la monnaie, qui nécessite une équivalence.

10. L'échange non marchand concerne :

- Uniquement les cadeaux.
- Les biens ou services échangés qui n'ont pas de contrepartie monétaire
- Les échanges illégaux
- En une reconnaissance de dette.

10. L'auteur qui a montré que la division du travail permet d'accroître la productivité du travail est :

- John Maynard Keynes.
- Karl Marx.
- Adam Smith.
- Mark Granovetter.

11. La productivité du travail c'est le rapport entre :

- Les quantités de facteurs de production et la valeur ajoutée.
- Le ratio entre la masse salariale et le nombre de salariés.
- Le rapport entre les quantités achetées et les quantités vendues.
- Le rapport entre les quantités produites et la quantité de travail utilisée.

12. La répartition du travail entre des individus ou des groupes spécialisés dans des activités complémentaires nécessite :

- La spécialisation.
- La raréfaction.
- L'exportation.
- La consommation.

13. La division du travail permet trois bienfaits selon Adam Smith, un gain de temps, d'habileté, et le gain :

- D'implication
- D'utilité.
- D'argent.
- D'innovation.

14. L'échange engendre des gains :

- Forcément égalitaires
- Dont la répartition peut être inégalitaire
- Qui sont systématiquement inégalitaires
- Toujours égaux aux pertes.

15. Dans l'exemple de l'économiste américain Paul Samuelson, lorsqu'un avocat se spécialise dans le droit et embauche une secrétaire pour rédiger son courrier, il applique :

- La théorie des avantages absolus.
- La théorie des appariements.
- La théorie des avantages comparatifs.
- La théorie des avantages sélectifs.

III. Que produit-on et comment le mesure-t-on ?

16. La distinction principale entre un bien et un service est qu'un :

- bien est nécessairement marchand.
- bien doit atteindre un certain prix.
- service est forcément non-marchand.
- bien est un objet physique et un service est immatériel.

17. La principale évolution de la structure de la production à long terme dans les pays développés consiste en une :

- Une tertiarisation des activités économiques.
- Une progression du secteur industriel.
- Une forte croissance des activités agricoles.
- Un essor des transactions financières.

18. La production, c'est :

- Une fabrication de biens vendus sur un marché.
- Une activité socialement organisée au sein d'une unité de production qui combine des facteurs de production pour fabriquer des biens ou fournir des services.
- La fourniture de services non marchands par les administrations publiques.
- La fabrication de biens dans des sites de production situés à l'étranger.

19. La production non marchande, c'est :

- La production de services non marchands, non vendus sur un marché (ou à un prix couvrant moins de la moitié du coût de production).
- La production qui ne fait pas l'objet d'un prix.
- La production qui est stockée par les entreprises.
- La fourniture de services bénévoles dans les associations.

20. La différence entre la valeur de la production et la valeur des consommations intermédiaires, c'est :

- L'excédent brut d'exploitation.
- Le bénéfice net.
- La valeur ajoutée.
- Le chiffre d'affaires.

21. Le rapport entre l'excédent brut d'exploitation (EBE) et la valeur ajoutée (VA) s'appelle :

- Le taux de profit.
- Le taux de marge.
- Le taux de salaire.
- Le taux de croissance.

22. Le produit intérieur brut (PIB) mesure :

- La somme des valeurs ajoutées des entreprises durant une année.
- La somme des chiffres d'affaires durant une année.
- La somme des profits engrangés durant une année.
- La somme des investissements réalisés durant une année.

IV. Comment répartir les revenus et la richesse ?

23. La rémunération du travail arrêtée entre un salarié et son employeur dans le cadre d'un contrat de travail s'appelle :

- Le salaire
- Les honoraires.
- Les bénéfices.
- La solde.

24. Lorsqu'on retranche au salaire brut les cotisations sociales obligatoires, on obtient le :

- Le salaire réel
- Le juste salaire
- Le salaire net
- Le salaire total

25. Le profit s'obtient en faisant la différence entre :

- La production et les consommations intermédiaires.
- Les recettes et les coûts.
- Les coûts et les recettes.
- La valeur ajoutée et les impôts sur la production.

26. Les revenus directement tirés de la production s'appellent :

- Les revenus secondaires.
- Les revenus primaires.
- Les subventions.
- Les profits.

27. Les opérations de redistribution (répartition secondaire) nécessitent le versement de :

- Revenus primaires
- Revenus de transfert
- Traitements.
- Royalties.

V. Quels sont les grands équilibres macroéconomiques ?

28. Au niveau macroéconomique de l'économie nationale :

- Il y a forcément équilibre entre les emplois et les ressources sur le plan comptable.
- Il n'y a pas obligatoirement équilibre entre les emplois et les ressources au plan comptable.
- Il ne peut jamais y avoir équilibre entre les emplois et les ressources.
- L'équilibre s'instaure, mais au bout d'un certain temps.

29. L'équilibre de la comptabilité nationale est donné par l'équation :

- $PIB + X = C + FBCF + M + VS.$
- $PIB + M = C + FBCF + X + VS.$
- $C + M = FBCF + X + PIB + VS.$
- $M + FBCF = X + PIB + C + VS.$

30. Lorsque les importations sont supérieures aux exportations, cela engendre un :
- Déficit commercial.
 - Excédent commercial.
 - Equilibre budgétaire.
 - Equilibre comptable.

Chapitre 2. La production dans l'entreprise.

I. Comment l'entreprise produit-elle ?

31. L'association de travail et de capital mise en œuvre par l'entrepreneur pour produire s'appelle :
- La combinaison productive.
 - La combinaison factorielle.
 - L'agrégat productif.
 - L'articulation productive.
32. Lorsqu'une combinaison productive utilise davantage de travail que de capital, on dit qu'elle est :
- Capitalistique.
 - Travaillistique.
 - Travail-intensive.
 - Capital-risqueuse.
33. La productivité mesure :
- L'efficacité de la production.
 - La rentabilité de l'entreprise.
 - Le niveau de production.
 - La valeur ajoutée totale.
34. Si l'on augmente régulièrement l'un des facteurs de production (travail ou capital) tandis que tous les autres restent fixes, et que la production supplémentaire obtenue diminue progressivement, on est en présence de :
- La loi des rendements croissants.
 - La loi des débouchés.
 - La loi des rendements décroissants.
 - La loi de l'offre et de la demande.
35. La partie du coût indépendante des quantités produites est :
- Le coût total.
 - Le coût fixe.
 - Le coût marginal.
 - Le coût moyen.
36. Les dépenses additionnelles engagées pour produire une unité supplémentaire mesurent :
- Le coût total.

- Le coût fixe.
- Le coût marginal.
- Le coût moyen.

37. Le coût de production d'une unité produite est :

- Le coût total.
- Le coût fixe.
- Le coût marginal.
- Le coût moyen.

38. La partie du coût de production proportionnelle aux quantités produites s'appelle :

- Le coût total.
- Le coût variable.
- Le coût marginal.
- Le coût moyen.

II. Comment évaluer la performance de l'entreprise ?

39. Le document de comptabilité d'entreprise présentant la situation de son patrimoine et de ses engagements à l'égard de ses associés ou de tiers s'appelle :

- Le compte de résultat.
- L'état de frais.
- Le bilan
- Les états généraux.

40. Le bilan de l'entreprise est composé du passif qui représente :

- Les dettes de l'entreprise
- Les matières premières de l'entreprise.
- L'origine des ressources de l'entreprise.
- Seulement les capitaux immobilisés.

41. Le bilan de l'entreprise est composé de l'actif qui représente :

- Les dettes de l'entreprise
- Les matières premières de l'entreprise.
- Seulement les créances de l'entreprise.
- L'emploi des ressources de l'entreprise.

3. La coordination par le marché.

I. Qu'est-ce qu'un marché ?

42. Un marché est :

- Un lieu de rencontre entre un acheteur et un vendeur.
- Un lieu obligatoirement physique où on échange des biens et des services.

- Un lieu de rencontre réel ou virtuel entre une offre et une demande, où se fixe un prix de vente.
- Un lieu virtuel où s'échangent des titres financiers.

43. Les règles juridiques qui déterminent la liberté d'usage d'un bien que l'on possède, dans le cadre du respect de la loi sont :

- Les droits sociaux.
- Les droits de vote.
- Les droits de propriété.
- Les droits civils.

44. Le fonctionnement efficace d'une économie de marché suppose :

- Une planification intégrale de la production par l'Etat.
- La mise en œuvre d'institutions pour faire respecter les règles de la concurrence.
- L'intervention obligatoire d'institutions supranationales.
- L'extension des mécanismes du marché à toutes les activités humaines.

45. L'interdiction du commerce d'organes démontre :

- La nécessité de borner par des règles juridiques les mécanismes du marché dans les sociétés humaines.
- L'intervention excessive de l'Etat dans l'économie.
- La preuve que l'excès de règles nuit à l'efficacité des mécanismes de marché.
- Qu'il faut mieux encadrer le marché.

II. Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ?

46. Sur un marché concurrentiel, l'offre :

- Est une fonction croissante du prix de vente.
- Est une fonction décroissante du prix de vente.
- Est toujours égale au prix de vente.
- Est négative.

47. Sur un marché concurrentiel, la demande :

- Est une fonction croissante du prix de vente.
- Est une fonction décroissante du prix de vente.
- Est toujours égale au prix de vente.
- Est toujours anticipée par les entrepreneurs.

48. Sur un marché concurrentiel, le prix d'équilibre est atteint :

- Lorsque l'offre est égale à la demande.
- Lorsque le prix est égal à zéro.
- Lorsque le prix baisse.
- Lorsque le prix devient nul.

49. Sur un marché concurrentiel , lorsque les entreprises n'influencent pas le prix, on dit qu'elles sont :

- « *Price maker* ».
- « *Price taker* ».
- Obsolètes.
- Inutiles.

50. Sur un marché concurrentiel, lorsque l'on a une multitude d'entreprises qui ne peuvent, à elles seules, influencer le prix, on dit que l'on respecte la condition :

- D'homogénéité du marché
- De transparence du marché.
- De liquidité du marché.
- D'atomicité du marché.

51. La situation de rationnement sur un marché existe lorsque :

- L'Etat fixe un prix trop élevé qui exclut des consommateurs du marché.
- L'Etat crée volontairement un manque sur le marché.
- L'Etat fixe un prix trop bas qui entraîne une demande supérieure à l'offre et une pénurie.
- La nation est en guerre.

52. Le gain réalisé par le consommateur (ou le producteur) qui, sur un marché concurrentiel, échange des produits à un prix inférieur (supérieur pour le producteur) à celui qu'il était initialement prêt à payer est le :

- Bénéfice
- Profit.
- Le surplus.
- Le retour sur investissement.

III. Comment les marchés imparfaitement concurrentiels fonctionnent-ils ?

53. Lorsqu'une entreprise obtient un pouvoir de marché, on dit qu'elle est :

- « *Price maker* ».
- « *Price taker* ».
- Productive.
- Compétitive.

54. Lorsque quelques producteurs font face à de multiples acheteurs, on est en présence d'un (e) :

- Monopole.
- Oligopole.
- Technopole.
- Faribole.

55. Lorsqu'un producteur fait face à de multiples acheteurs, on est en présence d'un (e) :

- Monopole.

- Oligopole.
- Technopole.
- Faribole.

56. Lorsque l'Etat met en œuvre des règles pour mieux encadrer le fonctionnement des marchés on parle précisément de :

- Politique conjoncturelle.
- Politique industrielle.
- Politique de la concurrence.
- Politique commerciale.

IV. Quelles sont les principales défaillances des marchés ?

57. La situation d'asymétrie d'information existe lorsque :

- Deux parties signataires d'un contrat (acheteur et vendeur, employeur et travailleur...) ne disposent pas des mêmes informations.
- L'une des parties cache frauduleusement des informations à l'autre.
- Lorsque l'on est en présence de corruption.
- Lorsque l'information est totalement transparente.

58. En économie on parle d'une externalité dans le cas d'un(e) :

- Acte d'un agent économique qui procure un avantage ou un désagrément à un autre agent sans contrepartie monétaire.
- Acte d'un agent économique aux conséquences seulement positives sur un autre agent économique.
- Acte d'un agent économique aux conséquences uniquement négatives sur un autre agent économique.
- Entreprise qui a recours à l'externalisation et la sous-traitance.

59. L'éclairage public, service qui peut être consommé par plusieurs personnes à la fois, est un :

- Service collectif.
- Bien public.
- Service public.
- Service lucratif.

4. Monnaie et financement.

I. A quoi sert la monnaie ?

60. La fonction de la monnaie qui permet d'échanger des biens et services est celle :

- De réserve de valeur.
- D'intermédiaire des échanges.
- D'unité de compte.
- De transaction financière.

61. La fonction de la monnaie qui permet de mesurer la valeur des biens et services en un même étalon est celle de :

- De réserve de valeur.
- D'intermédiaire des échanges.
- D'unité de compte.
- De transaction financière.

62. La fonction de la monnaie qui permet d'épargner est celle de :

- De réserve de valeur.
- D'intermédiaire des échanges.
- D'unité de compte.
- De transaction financière.

63. La monnaie scripturale est :

- Les pièces et les billets.
- Les chèques et les cartes bleues.
- Les écritures dans les livres de compte des banques.
- Les tickets restaurant.

II. Comment l'activité économique est-elle financée ?

64. Lorsqu'une entreprise finance ses investissements sur ses fonds propres (autofinancement), on parle de :

- Financement direct.
- Financement indirect.
- Finance de marché.
- Financement interne.

65. Lorsqu'une entreprise a recours au crédit bancaire, on parle de :

- Financement direct.
- Financement indirect.
- Crédit revolving.
- L'autofinancement.

66. Lorsqu'une entreprise a recours au marché financier pour se financer, on parle de :

- Finance prédatrice.
- Financement intermédié.
- Financement direct.
- Financement interne.

67. Une action représente :

- Une fraction du capital d'une entreprise.
- Un titre de créance.
- Une créance.
- Un revenu de transfert.

68. Une obligation représente :

- Une fraction du capital d'une entreprise.
- Une reconnaissance de dette.
- Une créance.
- Un revenu disponible.

69. La rémunération qu'un prêteur tire d'une somme prêtée à un emprunteur, ou placée sur un compte rémunéré s'appelle :

- Le taux de profit.
- Le taux de marge.
- Le taux d'intérêt.
- Le taux de rentabilité.

70. Le risque de crédit décrit :

- La situation dans laquelle se situe un emprunteur qui ne peut rembourser sa dette à l'échéance fixée et qui pèse sur les banques.
- La situation dans laquelle se situe une banque qui ne peut rembourser sa dette à l'échéance fixée.
- La situation d'un agent économique qui achète des actions et risque une baisse des cours.
- La situation d'un client qui contracte un crédit pour acheter une nouvelle voiture.

71. L'intérêt dont le taux tient compte de la variation des prix, c'est-à-dire du taux d'inflation, s'appelle :

- Le taux d'intérêt nominal.
- Le taux d'intérêt réel
- Le taux d'intérêt nominatif.
- Le taux d'intérêt final.

III. Qui crée la monnaie ?

72. La quantité de monnaie en circulation dans une économie à un moment donné, soit l'ensemble des moyens de paiement détenus par les agents économiques, s'appelle :

- La masse salariale.
- La masse monétaire.
- La masse scripturale.
- La masse fiduciaire.

73. L'essentiel de la création monétaire provient :

- De la création de monnaie scripturale par les banques commerciales.
- De l'émission de monnaie fiduciaire par la Banque centrale.
- De la création de monnaie divisionnaire.
- De la création de monnaie centrale par les banques commerciales.

74. Les autres sources de la création monétaire sont :

- Les créances sur le Trésor et la conversion de devises.
- L'émission de monnaie fiduciaire.
- La vente d'actions.
- Les prêts de la Chine.

75. Le marché monétaire est composé :

- Du marché virtuel et du marché réel
- Du marché financier et de l'économie réelle.
- Du marché interbancaire et du marché des titres de créances négociables.
- Du marché des capitaux à court et à long terme.

76. La Banque centrale est souvent appelée la « banque des banques » car :

- Les banques commerciales ont un compte à la Banque centrale alimenté en monnaie centrale.
- Les banques commerciales ont accès à un distributeur de billets et ne peuvent retirer qu'une somme d'argent quotidienne.
- La banque centrale prête de l'argent aux banques commerciales à un taux d'intérêt proche de l'usure.
- La banque centrale met sous tutelle ou nationalise les banques commerciales qui prennent trop de risques.

77. Le rôle de « prêteur en dernier ressort » de la banque centrale consiste à :

- Fournir des liquidités nécessaires au bon fonctionnement de l'économie et faire face au risque d'insolvabilité de certaines institutions financières, et éviter les paniques bancaires.
- Prêter aux Etats de la zone euro menacés de faillite en raison d'un endettement public excessif.
- Prêter de la monnaie pour financer les associations caritatives.
- Créer de la monnaie pour assurer le refinancement normal des banques commerciales.

5. Régulation et déséquilibres macroéconomiques.

I. Pourquoi la puissance publique intervient-elle dans la régulation des économies contemporaines

?

78. Lorsque l'Etat intervient pour produire certains biens et services (comme les biens tutélaires), adopter une politique de la concurrence, ou taxer les biens polluants pour limiter leur consommation, on dit qu'il assure la fonction :

- D'allocation.
- De stabilisation.
- De répartition.
- De production.

79. Lorsque l'Etat intervient sur le niveau de l'activité pour limiter les situations de « surchauffe » (par exemple en augmentant les impôts) ou pour stimuler l'activité économique quand la croissance est faible (par exemple en augmentant les dépenses publiques ou en baissant les impôts), on dit qu'il assure la fonction :

- D'allocation.
- De stabilisation.
- De répartition.
- De stimulation.

80. Lorsque l'Etat modifie la répartition des revenus afin de réduire les inégalités et la pauvreté et agit au nom d'un principe de justice sociale, on dit qu'il assure la fonction :

- D'allocation.
- D'intégration.
- De répartition.
- De socialisation.

II. Comment le budget de l'État permet-il d'agir sur l'économie ?

81. Les prélèvements obligatoires sont composés des :

- Impôts directs et indirects
- Des cotisations sociales salariales et patronales.
- Des impôts, taxes et cotisations sociales.
- De la taxation sur le travail et sur le capital.

82. Lorsque les dépenses sont supérieures aux recettes, l'Etat central enregistre :

- Un déficit budgétaire.
- Un déficit public.
- Un découvert.
- Une situation d'insolvabilité.

83. Lorsque les dépenses de l'ensemble des administrations publiques sont supérieures aux recettes, on enregistre :

- Un déficit budgétaire.
- Un déficit public.
- Un découvert.
- Une situation d'insolvabilité.

84. Le déficit public en pourcentage du PIB en France s'établissait en 2010 à environ :

- 12%
- 6%
- 1%
- 87%

85. La dette publique en pourcentage du PIB en France s'établissait en 2010 à environ :

- 100 milliards d'euros.

- 1600 milliards d'euros.
- 10 000 milliards d'euros.
- 1100 milliards d'euros.

86. Lorsque l'Etat met en place des mesures afin de modifier le comportement des agents économique (par la fiscalité notamment), on dit qu'il crée :

- Des incitations
- Des moyens de prévention
- Des modèles d'application.
- Des sanctions.

III. Quels sont les grands déséquilibres macroéconomiques ?

87. L'inflation désigne le phénomène :

- De ralentissement de la hausse des prix.
- D'augmentation continue et durable du niveau général des prix, mesurée par l'indice des prix.
- D'augmentation simultanée de tous les prix dans l'économie.
- De baisse du niveau général des prix.

88. Le chômage désigne :

- L'ensemble de personnes en âge de travailler privées d'emploi et en recherchant un.
- L'ensemble des personnes privées d'emploi seulement au sens de la définition du Pôle emploi.
- L'ensemble des personnes inactives.
- L'ensemble des personnes privées d'emploi qui ne recherchent pas forcément un emploi.

89. La balance commerciale désigne :

- Le solde des entrées et sorties de biens, services et capitaux entre un pays et le reste du monde.
- Le solde d'achats et de ventes de biens par les entreprises en une année.
- Un compte statistique qui enregistre les flux de marchandises entre un pays donné et le reste du monde.
- Un compte statistique qui synthétise les opérations financières d'un Etat ou d'une banque centrale.

IV. Quelles politiques conjoncturelles ?

90. Les politiques conjoncturelles ont pour objectif :

- De réguler la demande globale à court terme (lutte contre le chômage, limitation de l'inflation, relance de la croissance)
- De modifier les structures de l'économie à long terme.
- Unique de stimuler la croissance économique.
- D'assurer la stabilité des prix coûte que coûte.

91. La politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) a pour objectif principal :

- La réduction du chômage.
- La diminution des taux d'intérêt à long terme.
- D'atteindre un taux d'inflation nul.
- D'atteindre un niveau d'inflation inférieur, mais à des niveaux proches de 2% à moyen terme.

92. La politique budgétaire de relance cherche à :

- Soutenir la demande globale et l'activité économique.
- Augmenter la propension à épargner.
- Réduire les déficits publics et la dette.
- Garantir la stabilité des prix.

93. La politique budgétaire de rigueur cherche à :

- Ramener la dette à 0% du PIB.
- Soutenir le crédit des banques et éviter la ruée vers les guichets.
- Garantir la stabilité des prix.
- Freiner la demande globale et éviter l'accélération de l'inflation.

94. Dans le cadre de la zone euro :

- Chaque Etat est totalement libre de mettre en œuvre sa politique budgétaire.
- Chaque Etat conserve sa souveraineté budgétaire mais doit respecter une discipline budgétaire dans le cadre des institutions européennes.
- Le budget européen est suffisant pour mener une politique budgétaire fédérale.
- La politique budgétaire des Etats vise à converger vers celle de l'Allemagne.